

COMMUNIQUÉ

A la veille du 9 mai, les Journées mondiales d'actions sur les dépenses militaires et le Réseau européen contre le commerce des armes appellent l'UE à financer la paix et non les fabricants d'armes.

Sortie de crise COVID-19, le choix de l'UE : œuvrer à la paix ou se préparer à la guerre?

8 mai 2020, Bruxelles, Barcelone

Le Haut représentant de l'UE Josep Borrell a déclaré le 24 avril que le monde post-COVID-19 sera fort différent, et que ces différences dépendront des choix faits aujourd'hui. A la veille de la journée de l'Europe qui célèbre l'unité et la paix, l'Union européenne porte une large responsabilité quant à ce futur et fait face à un choix crucial : œuvrer pour une paix durable en s'attaquant sérieusement aux causes profondes des conflits, ou bien continuer sur la voie du militarisme et se préparer à la guerre.

La pandémie actuelle était prévisible: tant les documents stratégiques nationaux (britannique et américain par exemple) que la Stratégie globale européenne de 2016 appelaient depuis des années à se préparer à des pandémies graves. Selon le [Global Risks Report 2019](#) du Forum économique mondial, les trois risques les plus probables sont tous environnementaux (événements météorologiques extrêmes, changement climatique, catastrophes naturelles). Et l'[Index de Normandie mesurant le niveau de conflit dans le monde](#) a identifié l'insécurité énergétique comme la plus grande menace à l'autonomie stratégique de l'UE.

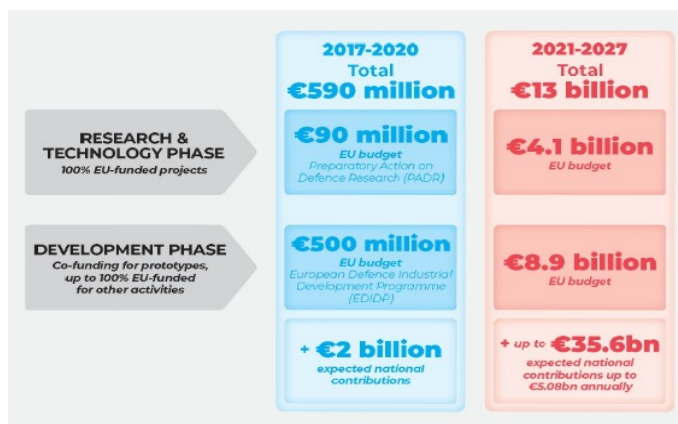
Pourtant les dépenses militaires dans le monde ont connu en 2019 leur plus forte croissance depuis une décennie, croissance à laquelle l'Europe a largement contribué. Les **Journées mondiales d'actions sur les dépenses militaires (GDAMS 2020)**, qui se clôturent demain, ont attiré l'attention sur l'énorme coût d'opportunité du niveau actuel des dépenses militaires : 1'917 milliards de dollars US en 2019, soit près de 5 milliards par jour, 239\$ par personne.

Collectivement les 28 États membres de l'UE arrivent en deuxième position avec \$268,2 milliards de dépenses (Royaume-Uni inclus, membre de l'UE jusqu'au 31 décembre 2019), devant la Chine et quatre fois plus que la Russie, et ce depuis 10 ans. Cela représente une augmentation de 15% en 5 ans.

«Or l'armement nous offre peu de protection contre les menaces sanitaires et environnementales. Renforcer encore notre arsenal militaire ne facilitera pas la nécessaire coopération internationale, la confiance et la diplomatie, mais alimentera plutôt la crainte et la défiance ; en d'autres termes cela ouvre la voie à des guerres potentielles résultant des défis non résolus» interpelle **Jordi Calvo, Coordinateur de la Campagne contre les dépenses militaires de l'IPB.**

En plus des dépenses nationales, le budget de l'UE est également détourné à des fins militaires: de 2017 à 2020, un demi-milliards d'Euros est alloué à la Recherche et Développement d'armes et équipements de pointe, avec une attention particulière aux systèmes sans pilote et autonomes, à la surveillance et aux technologies 'disruptives' qui vont changer radicalement la façon de faire la guerre.

Ce Fonds européen de la défense devrait bénéficier d'une augmentation exponentielle dans le prochain budget multi-annuel de l'UE (MFF 2021-2027), potentiellement jusque 13 milliards d'Euros.



Les montants pour 2021-2027 sont ceux de la proposition initiale de budget multi-annuel, présentée par la Commission en mai 2018. Ils sont toujours en négociation et pourraient varier fortement.

La crise du COVID-19 oblige aujourd'hui à une révision profonde du prochain cadre financier de l'UE pour 2021-2027, en cours de négociation, et l'on pourrait s'attendre à une focalisation sur les défis de santé et environnementaux, et sur les communautés les plus affectées par ces défis. Or rien n'est moins sûr, tant le complexe militaro-industriel et ses soutiens se mobilisent et appellent haut et fort à un maintien, voire une augmentation du financement européen pour l'industrie des armes.

«Chaque Euro du budget de l'UE utilisé pour le secteur militaire est un Euro perdu pour faire face aux défis environnementaux, climatiques et de santé, qui sont interconnectés et représentent aujourd'hui les menaces les plus tangibles à la sécurité humaine dans le monde, et sont les causes profondes de nombreux conflits» alerte **Enrique Sánchez, Chargé de projet pour IPB-GCOMS.**

De plus, il est à prévoir que ces subsides exacerberont la course mondiale aux armements en boostant les exportations d'armes européennes vers des zones de conflit ou sous tension, nourrissant ainsi les conflits. L'Union Européenne devrait plutôt remplacer l'approche traditionnelle de sécurité militaire par le concept de sécurité humaine, qui englobe tous les aspects d'une vie digne (soins de santé, éducation, sécurité alimentaire, environnement sain...), et stopper tout financement pour la recherche et le développement de nouveaux armements dans son prochain budget multi-annuel.

Les budgets de défense nationaux et européen devraient être réattribués à la nécessaire transition vers des sociétés et des économies plus justes, durables et non-violentes à travers le monde, s'attaquant ainsi aux causes profondes de la plupart des conflits.

«Il n'est plus temps pour les demi-mesures, et l'UE ne peut gagner sur les deux tableaux: dans les mois à venir elle devra décider de servir la paix et les intérêts des citoyens, ou bien de plaire à l'industrie militaire et se préparer à la guerre» conclut **Laëtitia Sédou, Chargée de projet à l'ENAAT.**

Pour plus d'information:

Site du GCOMS/GDAMS: www.demilitarize.org

Site de l'ENAAT: www.enaat.org

Les Journées mondiales d'actions sur les dépenses militaires (GDAMS) sont une initiative du Bureau International pour la Paix (IPB). La première édition eu lieu en 2011. L'édition 2020 a commencé le 10 avril et se termine le 9 mai.

Le Réseau européen contre le commerce des armes (ENAAT) a été fondé en 1984 et regroupe des associations et citoyens qui considèrent le commerce des armes comme une menace pour la paix, la sécurité et le développement. Il compte aujourd'hui 17 associations et groupes de recherche nationaux dans 13 pays européens, ainsi que 3 organisations européennes et internationales.

Contact

Pour les GDAMS: Maria Vázquez, mobile +34 633561498 - e-mail mvazquez@centredelas.org

Pour l'ENAAT: Laëtitia Sédou, mobile +32 496 158391 - e-mail laetitia@enaat.org

